

DES ACTIONS OUVERTES A L'ACHETEUR D'UN BOVIN ATTEINT DE BRUCELLOSE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE 28 JUIN 1965

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

par

RICARD Daniel

Né le 22 Mai 1941 à PARIS (Seine)



DES ACTIONS OUVERTES
A L'ACHETEUR D'UN BOVIN
ATTEINT DE BRUCELLOSE

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

Directeur M. le Professeur FLORIO
Directeur honoraire M. le Professeur JUNG
Directeur honoraire M. le Professeur TAPERNOUX
Professeur honoraire M. le Professeur CUNY

PROFESSEURS

14 Chaires :

Pharmacie et Toxicologie	MM. TAPERNOUX
Anatomie descriptive, Extérieur, Anatomie appliquée	BARONE
Physiologie, Thérapeutique, Pharmacodynamie	BOST
Histologie, Embryologie, Anatomie pathologique	LUCAM
Hygiène et Industrie des Aliments d'origine animale	FLACHAT
Zoologie appliquée, Parasitologie externe, Parasitologie interne	EUZEBY
Pathologie médicale des Equidés et des Carnivores	
Législation vétérinaire	FLORIO
Pathologie médicale du Bétail et des Animaux de basse-cour	COTTEREAU
Technique chirurgicale, Pathologie chirurgicale	COLLET
Obstétrique, Pathologie de la Reproduction	BERTRAND
Pathologie Générale, Microbiologie, Immunologie	...
Ethnologie, Hygiène, Zootechnie, Economie rurale	FROGET
Botanique appliquée, Agronomie, Alimentation	JEAN-BLAIN
Physique et Chimie Biologiques et Médicales	MAGAT
Maladies contagieuses, Zoonoses, Législation sanitaire	JOUBERT

MAITRES DE CONFÉRENCES

MM. FERNEY, RUCKEBUSCH

CHEFS DE TRAVAUX

MM. BUSSIERAS, OUDAR, Agrégés.

MM. CHANTEGRELET, DESCHANEL, JEAN-BLAIN Claude, LAPRAS,
LE NIHOUANEN, PROY, VAN HAVERBEKE, VERINE.

ASSISTANTES

Mlles DUFOUR, GENTILETTI, GONZALES.

MM. CAILLERE, DELATOUR, MONAVON, VOURET.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. ROCHE, Président ; COTTEREAU, FLORIO, Assesseurs

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

DES ACTIONS OUVERTES A L'ACHETEUR D'UN BOVIN ATTEINT DE BRUCELLOSE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE 28 JUIN 1965

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

par

RICARD Daniel

Né le 22 Mai 1941 à PARIS (Seine)





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552623_0062

A MON PÈRE

le Docteur RICARD

Qui a su m'instruire et me faire aimer ma profession avec une affection sans cesse renouvelée.

A MA MÈRE

Bien faible témoignage pour tout l'amour qu'elle m'a prodigué.

A SONIA

Qui a eu le courage de lire ce travail. Tout
mon amour.

A MES SŒURS

A MON GRAND-PÈRE

le juriste J.D. RICARD

A TOUS LES MIENS

ET A MES AMIS

Pour ce que je leur dois.

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE

Monsieur le Professeur ROCHE
de la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon

Qui nous a fait le grand honneur d'accepter
la présidence de notre Jury de Thèse,

Hommage très respectueux.

A NOTRE JURY DE THÈSE

A Monsieur le Professeur COTTEREAU

Témoignage de notre reconnaissance pour sa
bienveillante attention et pour l'enseignement
vivant qu'il sut nous prodiguer.

A Monsieur le Professeur FLORIO

Qui sut nous présenter la jurisprudence non
pas comme un pensum mais comme un art.

Qu'il trouve ici, avec nos remerciements pour
avoir bien voulu faire partie de notre jury de
thèse, l'expression de notre vive reconnaissance.

A TOUS NOS MAITRES
DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE DE LYON

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION DE LA BRUCELLOSE EXPOSÉ DU PROBLÈME ET DE SON IMPORTANCE

La brucellose est une maladie infectieuse, inoculable, virulente, de contagion subtile, atteignant l'Homme, les animaux domestiques et sauvages, due à la pullulation d'un germe spécifique du genre **Brucella**.

Cette maladie est caractérisée par une évolution chronique souvent fruste, s'exprimant par des crises aiguës qui sont, par exemple: l'avortement contagieux des bovins ou la fièvre de Malte de l'Homme.

C'est avant tout une maladie des bovins mais, dans le sud de la France plus particulièrement, c'est également une maladie des Petits Ruminants, du Porc et des Equidés.

Chez l'Homme, MANTSON, en 1863, dans l'île de Malte, décrivit une flèvre qu'il qualifia d'ondulante car le symptôme principal était une hyperthermie vespérale et en 1887, BRUCE trouva dans la rate d'un soldat un germe spécifique auquel il donna le nom de *Brucella*.

Ce germe est un coccobacille, immobile, non sporulé, non capsulé, non cilié et gram négatif.

Des germes de variétés voisines furent trouvés ensuite sur la vache par BANG et STRIBOLD (Bacille de Bang = *bacillus abortus*), sur la truie par TRAUM (*Micrococcus suis*).

Miss Alice EVANS regroupa ces trois germes et montra qu'ils étaient très proches, en particulier sur le plan immunologique où ils sont indiscernables.

De nos jours, on considère qu'il y a une espèce, **Brucella melitensis**, avec trois variétés : **Brucella melitensis**, **abortus suis**, **abortus bovis**, avec une sous-variété, **Brucella intermediae**, n'importe quelle variété pouvant contaminer n'importe quelle espèce.

Le problème des brucelloses animales est actuellement un des soucis majeurs pour l'élevage français (1). La brucellose bovine notamment a non seulement des conséquences économiques redoutables mais elle représente un réel danger pour l'Homme.

Economiquement, BERTHELON, en 1947 (1) déjà, attribuait à la brucellose la première place dans la classification par importance économique des maladies de l'élevage. Actuellement, pour notre pays, les pertes moyennes dans l'espèce bovine atteignent par an, suivant les services vétérinaires du Ministère de l'Agriculture et le Commissariat Général du Plan d'équipement et de productivité, un total de 10 millions, dont 4 millions sont imputables à la seule brucellose bovine (2).

Annoncée par Ch. NICOLLE comme « maladie d'avenir », accusée de « péril social » par ALESSANDRINI et PACELLI, la Brucellose est très certainement parmi les maladies, celle dont l'extension a été la plus rapide.

Son importance est double :

Sociale : « L'expansion prise en certaines régions par la brucellose, et notamment la brucellose bovine, crée une menace directe et quotidienne pour les travailleurs de certaines catégories », écrivait JACOTOT (4).

« C'est une maladie des ruraux et des techniciens de l'industrie animale » (5) et des vétérinaires. C'est le type même de la maladie professionnelle.

Aux U.S.A., en 1955, 40.000 cas et 15 à 20 % de praticiens infectés.

En Allemagne : HENTEN (6) : 17 % de praticiens l'ont contractée.

En France : DUBOIS (7) : 10.000 cas annuels et 28 % des vétérinaires touchés.

Les pays du bassin méditerranéen restent cependant les plus infectés : Malte, la Grèce, l'Espagne, l'Italie.

Tous ces chiffres datent de 1955 et, selon une enquête personnelle de MELNOTTE (8) en Moselle, il faut, dès 1959, augmenter considérablement ces pourcentages. HUDDLESSON (9) écrit : « c'est cet aspect dynamique et extensif de l'infection brucellique qui justifie l'inquiétude des épidémiologistes vis-à-vis des brucelloses ».

Des statistiques de la Société des Nations, étendues de 1934 à 1938, et celles de l'Organisation Mondiale de la Santé, portant sur les années 1951 à 1959, permettent de se faire une idée sur l'évolution et sur l'extension de la brucellose humaine (10).

De 1934 à 1938, **Brucella melitensis** sévissait dans le bassin méditerranéen ; l'Europe du Nord était atteinte par **Brucella abortus**, l'Amérique du Sud par **Brucella melitensis**.

De 1951 à 1959, les pays méditerranéens se sont confirmés comme étant les plus infectés. Cependant, l'Amérique du Nord voit son nombre de contaminés et d'infectés croître considérablement.

En France, officiellement le nombre d'infectés serait en diminution : 1624 en 1947, 695 en 1965. Ch. PILET et J.L. BOURBON : « ces chiffres sont assez paradoxaux et il est bien difficile d'en tenir compte ».

Dans les sources de contamination, en France, sur 62 observations, on note 37 cas d'origine bovine.

Nous nous attacherons plus spécialement à montrer l'importance économique de cette maladie.

La Brucellose, hormis les épisodes aigus, n'affecte pas très sévèrement la santé de l'individu mais le fait qu'elle sévisse sous forme enzootique, voire épizootique, et qu'elle soit universellement répandue la fait considérer comme la plus grave des maladies de l'élevage, ayant des incidences économiques telles, qu'elle représente un fléau actuel de l'économie agricole.

W. VON PILZ (11) a publié en 1958 des statistiques concernant le pourcentage d'infection des différents pays européens où sévit la Brucellose bovine :

en Allemagne Fédérale

Danemark	}	10 à 20 %
France		
Luxembourg		
Belgique	}	5 à 10 %
Irlande		
Italie		
Portugal		
Suisse		
Autriche		
Grèce		
Norvège		
Suède	}	moins de 5 %
Turquie		

Une enquête menée auprès des Directeurs des Services Vétérinaires, en 1961, par l'Inspecteur Général SENTHILLE dans 22 départements du Nord et de l'Ouest, du Centre-Ouest, faisait ressortir un chiffre moyen de 18 à 20 %.

ROUX (12), en 1961, décrivit la Brucellose comme intéressant tous les départements, spécialement ceux de la région du Nord et de l'Est, de la Normandie et du Sud-Est.

ROUX reconnaît, dans les échanges commerciaux un facteur de diffusion très important de la Brucellose, échanges commerciaux soumis jusqu'à présent à aucun contrôle sanitaire.

« Le facteur prépondérant de la contamination bovine est constitué de loin par les échanges commerciaux soumis jusqu'à présent à aucun contrôle sur le plan de la Brucellose, et ce sont toujours ces mêmes échanges commerciaux non contrôlés qui menacent les régions considérées jusqu'à présent comme peu infectées. »

Le caractère chronique de la Brucellose, qui reste inapparente en général en dehors des avortements, peut masquer son importance à l'éleveur.

Mais la maladie affectant la reproduction fait que son incidence économique se manifeste non seulement extemporanément mais aussi, ce qui est plus grave, à long terme.

La contagion brucellique est subtile, masquée et il est rare qu'un animal atteint dans une étable n'entraîne pas la contamination de l'ensemble du troupeau, d'autant que les conditions hygiéniques sont très souvent précaires, spécialement dans notre pays.

Chez le mâle, l'orchite brucellique, bien que relativement rare, n'en est pas moins capable de transmettre l'infection, mais les conséquences économiques sont encore plus désastreuses chez la vache. Etablissons-en le bilan :

- avortement
- rétentions placentaires
- mammites
- rendement réduit pendant 2-3 ans
- stérilité fréquente par endométrite.

BIZONAROS, en 1960, estimait à 550 Fr pour une vache laitière et à 600 Fr la perte moyenne dans les races à viande.

BERTHELON (14) : « Une vache infectée au début de sa vie économique, accuse un déficit approximatif de 2.000 Fr (la diminution de 10 % du rendement laitier équivalant à la perte de 2 ou 3 lactations pendant la vie de l'animal : 1.150 Fr + pertes des veaux par avortement et infécondité + soins). » A ces pertes doivent être ajoutées celles relevant du discrédit atteignant le cheptel français, les acheteurs étrangers hésitant à acquérir des animaux ne présentant pas des garanties sanitaires parfaites. D'ailleurs, l'article 36 du Traité de Rome, fondement et base du Marché Commun, autorise « le maintien des restrictions et interdictions à l'importation des denrées lorsque le pays importateur estime qu'elles constituent un danger pour la Santé Publique ».

Nous nous sommes efforcés de démontrer l'importance sociale et économique, l'extension toujours croissante de par le monde et en France de la Brucellose, maladie de l'élevage mais aussi fléau de l'avenir si, de toute urgence, des mesures concrètes, efficaces, générales, ayant entre elles une cohésion absolue, ne sont pas prises et ce à tous les niveaux, à tous les stades de la propagation de cette maladie qui sait profiter de toutes les failles des systèmes actuels, si tant est qu'ils existent, pour s'introduire et causer ses ravages.

Une de ces failles principales est, sans nul doute, celle se produisant au niveau de l'achat. On ne saurait trop insister sur son importance dans l'extension de la maladie et le commerce de plus en plus actif, de plus en plus facile avec l'amélioration des moyens de transport, s'il est un signe de la vivacité, du dynamisme de l'économie agricole et une preuve de son besoin d'agir, il est également une aide précieuse pour la Brucellose qui, ainsi, trouve journellement de nouveaux clients. Les problèmes de l'achat, de la vente, ceux déterminés par tout commerce sont nécessairement accompagnés de problèmes juridiques. La loi, « faite par l'Homme pour l'Homme », doit être dans la lutte qui s'engage, qui est engagée contre la Brucellose en France, non pas un frein mais un moteur, une plaque tournante, dans un cadre où la prophylaxie sanitaire et médicale seront les figures de proue.

Nous examinerons, dans la suite de ce travail, les différentes actions ouvertes à l'acheteur d'un bovin brucellique dans les conditions actuelles, et quelques jugements ayant fait ou tendant à faire jurisprudence en cette matière ; les modifications éventuelles des dispositions actuelles en matière de brucellose, leurs possibilités, leurs conséquences ; les plans adoptés à l'étranger et leurs résultats, le plan français actuellement à l'étude.

CHAPITRE II

ACTIONS OUVERTES A L'ACHETEUR DANS LES CONDITIONS ACTUELLES LEURS CHANCES DE SUCCÈS

EXAMEN DE QUELQUES AFFAIRES AYANT FAIT OU TENDANT A FAIRE JURISPRUDENCE EN CETTE MATIÈRE

1°) ACTION BASÉE SUR LES CONDITIONS DE LA VALIDITÉ DE LA VENTE

L'art. 1108 du C. C. indique quatre conditions essentielles à la validité de la vente. Il doit y avoir :

- consentement de la partie qui s'oblige,
- capacité de contracter,
- un objet certain qui forme la nature de l'engagement,
- une cause licite dans l'obligation.

Le consentement est, par définition, l'accord de plusieurs parties sur un même point. Il peut être exprès quand il est rédigé par écrit ; il peut être tacite, quand il résulte d'actes qui en font supposer l'existence.

Lorsque le consentement fait défaut le contrat est inexistant.

Le consentement peut être entaché de vices (Art. 1109 C. C.) ; le contrat est alors annulable.

Quels sont les vices du consentement?

« Le consentement n'est point valable s'il a été donné par erreur, extorqué par violence, surpris par dol. »

L'article 1110 du C.C. dit : « l'erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet. »

L'erreur peut donc porter sur la nature, l'objet du contrat, mais aussi et surtout, sur la substance de ce contrat.

La substance ou qualité substantielle d'un contrat est la qualité principale que les parties ont en vue, quand elles contractent et dont l'absence eut fait obstacle à la formation du contrat, si elle avait été constatée ou connue au moment où le consentement a été donné.

Le propriétaire achetant une vache à un degré de gestation suffisamment avancé, aux fins de reproduction, peut estimer que la qualité substantielle de cet animal doit être sa possibilité de faire un veau à terme et viable.

Le dol, c'est-à-dire la manœuvre frauduleuse destinée à tromper l'acheteur dans le but d'obtenir son consentement, entraîne la nullité de la vente sous trois conditions fixées par l'article 1116 du C.C.

- le dol doit être pratiqué par le vendeur ;
- le dol doit être antérieur à la vente ;
- le dol doit être prouvé.

L'acheteur doit prouver que le défaut n'était pas apparent, était antérieur à la vente, que le vendeur le connaissait.

On distingue :

- le dol positif, qui consiste dans des allégations, des manœuvres actives ayant pour but de tromper l'acheteur ;
- le dol négatif, ou dol par réticence, qui consiste à faire ou à dissimuler un fait dont la connaissance importe à l'acheteur.

Mais ce dol négatif n'est admis par les tribunaux que s'il y a un commencement de preuve active.

C'est le juge qui tranche ; sa décision ne peut être cassée, mais il doit la justifier.

Il faudrait donc, pour pouvoir invoquer le dol en matière de brucellose, prouver que le vendeur savait son animal brucellique et avoir un début de preuve active.

On voit alors le caractère aléatoire, pour ne pas dire sans espoir, d'une action basée sur le dol.

Les délais pour intenter l'action en nullité basée sur les vices du consentement sont donnés par l'article 1304 du C.C. : la vente contractée par erreur, violence ou dol donne lieu à une action en nullité qui dure 10 ans à partir du jour où l'erreur ou le dol ont été découverts. C'est une action civile mettant en jeu la procédure de droit commun.

Pour le dol, seule une action pénale en dommages et intérêts est engageable.

Que penser des chances de succès accompagnant une telle action ?

BRION (15) écrit à ce propos : « certains ont même voulu étendre l'art. 1110 pour faire annuler les contrats dont ils n'auraient pu obtenir la résolution pour cause de vice caché, la garantie des vices rédhibitoires étant très restreinte pour les animaux ».

Aussi les actions basées sur l'erreur sont-elles très aléatoires, et ne doivent-elles pas être conseillées aux acheteurs mécontents qui ont plus de chance de triompher en invoquant la garantie tacite du défaut qui les empêche d'utiliser l'animal au service auquel il était destiné.

C'est au juge qu'il appartient de qualifier l'erreur invoquée, en s'assurant le service d'un expert.

Dans le cadre des actions basées sur les conditions de la validité de la vente, il serait possible d'engager des actions quant à l'objet : « un objet certain qui forme la nature de l'engagement ».

L'article 1130 du C.C. précise : « les choses futures peuvent faire l'objet d'une obligation ».

Par exemple, veau à naître : le contrat n'est valable que si le veau est vivant et à terme.

Cependant, je ne crois pas que des actions basées sur l'objet aient de plus grandes chances d'aboutir que celles basées sur l'erreur.

2°) ACTION BASÉE SUR LA NOTION DE VENTE CONDITIONNELLE

L'article 1584 du Code Civil : « La vente peut être faite purement et simplement ou sous condition suspensive ou résolutoire ».

L'effet de la vente est réglé par les principes généraux du droit.

Par définition, la vente conditionnelle dépend d'une condition, c'est-à-dire d'un événement futur ou incertain, duquel dépend la résolution de la vente.

L'article 1168 du C. C. : « L'obligation est conditionnelle lorsqu'on la fait dépendre d'un événement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas. »

Il y a deux formes de vente conditionnelle :

- sous condition suspensive ;
- sous condition résolutoire.

A) **Sous condition suspensive :**

Article 1181 du C. C. : « L'obligation contractée sous condition suspensive est celle qui dépend d'un événement futur et incertain ou d'un événement actuellement arrivé mais encore inconnu des parties ».

L'obligation ne peut être exécutée qu'après l'événement. Par exemple : l'événement étant la visite du vétérinaire, la prise de sang effectuée par lui et le résultat négatif du séro-diagnostic de Wright.

L'obligation peut être, plus simplement, la négativité de l'animal au S.A.W.

Pendant tout ce laps de temps, le vendeur reste propriétaire de l'animal et peut en user comme tel s'il l'a toujours en sa possession.

Si l'animal vient à périr sans qu'il y ait faute de l'acheteur ou du vendeur, la vente est considérée comme n'ayant jamais existé.

Mais si l'animal meurt par la faute du vendeur qui le conservait, l'acheteur peut exiger des dommages et intérêts. S'il meurt par la faute de l'acheteur, le vendeur peut exiger le paiement du prix.

Ces considérations quant aux responsabilités engagées dans le cas de dégradations ou de mort de l'animal, peuvent sembler superflues dans le cadre de cette étude ; nous rappellerons cependant, sans compter les risques de l'accouchement, les dangers dus aux non-délivrances très fréquentes, pour ne pas dire automatiques dans la brucellose et à leurs conséquences : métrites, métroréperitonites, etc...

B) Sous condition résolutoire :

L'article 1183 du Code Civil : « La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation et qui remet les choses dans le même état que si l'obligation n'avait existé ». Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation ; elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu dans le cas où l'événement prévu par la condition arrive.

Tant que la condition n'est pas réalisée, la vente est considérée comme parfaite, donc la perte est subie par l'acheteur quand l'animal meurt.

La positivité du S.A.W. peut être considérée comme étant la condition résolutoire.

La condition résolutoire ou suspensive peut être soit expresse, c'est-à-dire exprimée nettement dans le contrat, soit tacite, c'est-à-dire déductible du contrat ou résultant de la volonté des deux parties. Quand la convention est verbale, la condition est appuyée par un versement d'arrhes très souvent (art. 1590 et 1730 du C. C.).

Que penser des chances de succès apportées à l'acheteur invoquant les conditions suspensives ou résolutoires ? Il ne semble pas que ce recours ait été fréquemment utilisé en matière de brucellose et nous n'avons trouvé aucun jugement faisant jurisprudence en la matière.

Ce recours semble cependant possible, bien qu'utilisant la procédure de droit commun et l'on sait qu'une telle procédure est longue.

De plus, on sait que, lors de ventes d'animaux, les écrits sont très peu fréquents.

3°) ACTION BASÉE SUR LA GARANTIE DES DÉFAUTS CACHÉS

« Le vendeur est tenu de la garantie de la chose vendue. »

Il faut tout d'abord marquer très nettement la différence entre la garantie des défauts cachés et l'erreur sur la substance.

Comme nous l'avons vu précédemment lors d'erreurs sur la substance, la chose vendue manque d'une qualité principale, ce qui donne lieu à une action en nullité de vente (articles 1109 à 1116 du Code Civil).

S'il y a défaut caché, lorsque la chose est altérée dans sa substance par l'existence d'un vice rendant l'animal impropre à son usage, il y a résolution par action en réhabilitation.

Procédons tout d'abord à un historique de la législation en matière de réhabilitation, que je crois indispensable à une compréhension claire de la chose qui est par elle-même complexe et sujette à de nombreuses controverses.

Le Code Civil (1804), œuvre de Napoléon, indiquait que lorsque les animaux sont atteints de défauts cachés, il faut faire intervenir les articles 1641 à 1649. Ces articles, bien que modifiés par les articles 284, 285 de la loi du 2 août 1884, eux-mêmes modifiés par les lois du 31 juillet 1895, du 12 juillet 1905, du 24 février 1914, du 7 juillet 1933 déterminant finalement pour les bovins la seule tuberculose comme vice rédhibitoire, n'ont jamais été abrogés et sont donc toujours valables, et nous verrons par la suite que certains jugements ont été rendus en ce sens.

Je crois utile de rappeler dans leur texte les articles 1641 à 1649 du Code Civil, ci-dessus invoqués :

Art. 1641 : Le vendeur est garant des défauts cachés de la chose vendue, qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, et qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou au moins payée s'il les avait connus.

Art. 1642 : Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

Art. 1643 : Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que dans ce cas il ait stipulé qu'il n'est obligé à aucune garantie.

- Art. 1644 : Dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix fixé par les experts.

Art. 1645 : Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix, de tous les dommages envers l'acheteur.

Art. 1646 : Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix et au remboursement des frais de la vente.

Art. 1647 : Si la chose qui avait des vices a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, mais la perte pour cas fortuit est pour l'acheteur.

Art. 1648 : L'action en rédhibition doit être intentée par l'acheteur dans un bref délai, suivant la nature des vices rédhibitoires et l'usage du pays.

Art. 1649 : L'action en rédhibition n'est pas recevable dans la vente faite par autorité de justice.

Donc ces articles embrassaient tous les modes de vente (sauf celle par autorité de justice). Ce système semblait très équitable ; en effet, si le vice est constaté, il ne peut être grave pour l'acheteur.

Cependant, de nombreux reproches ont été faits à cette législation particulière. Cette loi ne spécifie pas les défauts qui sont des vices rédhibitoires, le terme étant pris en son sens propre. Cette loi ne fixe pas clairement les délais, d'où interprétations trop variées.

Ces raisons ont entraîné successivement le vote de différentes lois que nous ne ferons que citer : 20 mai 1888, 24 février 1904, 23 février 1905 et celle du 7 juillet 1933, qui à la liste des vices rédhibitoires à laquelle n'était inscrite aucune maladie bovine, institua dans cette espèce la tuberculose vice rédhibitoire.

La jurisprudence semblait donc définitivement établie quand, en 1926, de nouvelles critiques furent formulées.

Cette loi fut jugée injuste, confinant l'expert dans un rôle de manœuvre, trop automatique et rigoriste pour être juste. Pourquoi 3 espèces seulement et 8 vices (6 chez les Equidés, 1 chez le Porc, 1 chez les Bovins) y étaient-ils cités?

Cette loi ne tenait aucun compte de l'évolution des tendances de l'élevage, qui avait eu le triste privilège de voir le cortège des maladies l'accompagnant s'enrichir de nouvelles unités, si de vieilles figures avaient, en revanche, tendance à disparaître (fluxion périodique, immobilité du fait de la diminution ou de l'emploi nouveau réservé à l'effectif équin par exemple).

C'est en 1937, semble-t-il, que pour la première fois, le juge de Moulin - Engilbert, bien que reconnaissant la loi du 2 août 1884 et ses corollaires, estima que, en vertu de l'obligation générale de garantie qui pèse sur tout vendeur, l'acheteur peut actionner le vendeur, quand l'animal est impropre au service demandé. Ce jugement semblait dans une certaine mesure avoir fait jurisprudence puisque d'autres dans le même sens ont été rendus et plusieurs relatifs à la Brucellose.

Un jugement prononcé au Tribunal Civil de Tulle (16), (Corrèze), qui nous est rapporté par G. LINON (17), Docteur en Droit, mérite d'être cité à titre d'exemple :

La Dame G... achète au sieur D..., le 17 juin 1957, une vache qui, le 1^{er} septembre avait 7 ou 8 mois de gestation. Le docteur-vétérinaire, immédiatement appelé, pose et fait confirmer par le laboratoire le diagnostic de brucellose. Le vendeur ayant refusé de reprendre sa vache atteinte de brucellose, la dame G... fut autorisée par le Président du Tribunal Civil à assigner D... devant le Tribunal de Tulle lequel, « attendu que la maladie incriminée serait la brucellose, que cette maladie n'est ni un vice rédhibitoire ni une maladie légalement contagieuse, que les défenseurs nient toute garantie conventionnelle », ordonna une expertise.

L'expertise ayant conclu que :

- l'animal est bien brucellique,
- qu'il y a de fortes présomptions pour que la maladie soit bien antérieure à la vente mais qu'on ne peut le démontrer scientifiquement ;
- que trois animaux sur cinq étaient déjà contaminés dans l'étable ;
- que l'animal était bien destiné à la reproduction et que l'on ne l'aurait acheté si l'acheteur avait connu l'existence du vice caché.

L'antériorité n'était pas démontrée scientifiquement mais un faisceau d'informations établissant des présomptions suffisamment graves, précises et concordantes pour pouvoir admettre que l'animal était bien atteint de brucellose à la date de la vente.

Attendu que la destination de l'animal ne pouvait être ignorée du vendeur, celui-ci est condamné à payer à G... la somme de 1.500 Fr représentant la différence entre le prix d'achat et celui de revente de l'animal et les frais qu'il occasionne. Les défenseurs sont, en plus, condamnés aux dépens.

LINON nous dit, quant à ce jugement : « La décision, en date du 25 février 1958, présente un grand intérêt. Elle est certainement appelée à faire jurisprudence et l'on ne saurait trop recommander aux vétérinaires praticiens de s'en inspirer, le cas échéant, pour conseiller leurs clients et régler leur propre conduite en matière de brucellose bovine. »

Ce point de vue a été âprement défendu par PELLETIER, DARRASPEN et GOULAY.

Examinons alors quelle est la procédure à suivre pour le recours en garantie du vice caché. Contrairement à ce qui se passe dans le cas des 8 vices rédhibitoires, pour lesquels l'expert n'a pas à démontrer la gravité, le caractère caché, l'antériorité à la vente et l'ignorance du vice de la part de l'acheteur, là le vice doit être démontré : caché, antérieur à la vente, inconnu de l'acheteur. Le délai pour intenter cette action n'est pas précisé. Le juge du Tribunal d'Instance du vendeur est compétent, quelle que soit la valeur du litige sans appel si les sommes engagées sont inférieures à 1.500 Fr, avec appel si les sommes sont entre 1.500 et 3.000 Fr; au-dessus de 3.000 Fr, c'est le juge du Tribunal de Grande Instance qui est compétent. Cependant, on s'est ému de voir les procès se multiplier, s'étendre à toutes les espèces, à tous les vices cachés et il semble qu'une position plus ferme soit adoptée.

Examinons maintenant, dans l'état actuel des choses, les chances de succès d'une action engagée pour vice caché.

BRION (18) se refuse à suivre le tribunal de Tulle dans la voie par lui tracée. Il se base, pour ce faire, sur les art. 284 et 285 du Code Rural, disant que « l'action en garantie dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques sera régie par les dispositions suivantes ».

Par conséquent, du moment que la vente porte sur un animal domestique, vache, mouton, chien, etc..., la garantie des défauts cachés est régie par les dispositions du titre IV du Code Rural. Si celui-ci limite, dans son art. 285, l'action en garantie, telle qu'elle est organisée par les articles 1641 et suivants du Code Civil à quelques espèces animales et, chez celles-ci, à quelques vices, ces dispositions ne peuvent point être étendues à d'autres espèces animales. Pour celles-ci, les articles 1641 et suivants du Code Civil sont inapplicables. « Le droit commun pour les animaux domestiques, c'est le Code Rural et, en dehors de son texte, il n'y a pas à en douter » (BRION).

DARRASPEN et LINON (19) relatent et critiquent, à ce propos, un jugement rendu par le Tribunal de Neuchâteau (19 février 1932, Dalloz 1933), qui a trouvé une convention de garantie dans le seul fait que les parties avaient convenu d'un prix qui était le prix normal de moyenne valeur de cette catégorie.

Commentant ensuite un jugement rendu par le Tribunal de Tulle, le 25 février 1958, DARRASPEN et LINON émettent une opinion frès modérée, quant à la valeur du recours en garantie du vice caché. Ce jugement, dans lequel le demandeur fut débouté, introduisit pour la première fois dans la notion du vice caché, l'exigence d'une garantie expresse ou à la rigueur tacite.

Il semble que ce jugement soit une charnière, permettant de réunir et de fusionner dans une certaine mesure, les notions de vice caché et de garantie tacite ou expresse.

Donc, il semble bien établi de nos jours et ce, de façon définitive, qu'une action basée uniquement sur la garantie du vice caché n'est pas engageable, car dérogeant à l'article 285 du Code Rural et qu'aucun usage local ne saurait prévaloir en cette matière.

Cependant, dans son essence même, la loi n'a été rédigée que pour suppléer aux silences des parties. Elle ne s'applique donc que dans les cas où les parties n'ont pas décidé de leur consentement mutuel de la garantie, qui sera due par le vendeur. Les parties, si elles peuvent décider de l'exonération de la garantie prévue par la loi, peuvent également décider de son extension.

4°) ACTION BASÉE SUR LA GARANTIE CONVENTIONNELLE

La garantie conventionnelle est celle qui résulte par définition de stipulations particulières entre les parties.

L'article 1134 du Code Civil : « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi ».

L'article 284 du Code Rural prévoit d'ailleurs cette possibilité de garantie conventionnelle ; « il ne statue qu'à défaut de convention contraire ».

La garantie conventionnelle peut être de deux ordres : expresse ou tacite.

Elle est dite expresse quand les parties ont exprimé nettement leur volonté sur le cas où les conditions dans lesquelles la garantie serait applicable.

Elle est dite tacite lorsque les conditions essentielles du contrat, dont l'absence doit entraîner la résolution de la vente, est implicitement contenue dans les termes du contrat ou dans les circonstances qui ont présidé à sa formation.

Les parties n'ont pas exprimé leur volonté d'une façon formelle par écrit ou par parole, mais elle ressort de manière indubitable de l'intention qu'ont eu les contractants.

A) La garantie conventionnelle expresse

La partie qui s'en prévaut doit être capable d'en prouver l'existence et les dispositions.

Un engagement verbal est généralement insuffisant, à moins d'être appuyé par preuve testimoniable, recevable même si la valeur de l'animal est supérieure à 100 Fr quand les parties reconnaissant la réalité de la vente ne contestent que la qualité de la chose vendue (cassation civile, 25 août 1931).

Un acte sous seing privé est suffisant ; pour être produit en justice, il devra être rédigé sur papier timbré et enregistré.

Le vendeur peut faire un simple billet de garantie en un exemplaire. Ce billet devra être rédigé clairement et complètement, car il est loin d'être toujours exact que « tout pacte obscur et ambigu s'interprète contre le vendeur » (art. 1602 du Code Civil).

La garantie conventionnelle serait donc, à première vue, une solution complète, facile, aux problèmes se posant à l'acheteur voulant se présumer contre tout risque de brucellose. Cependant, le décret du 22 décembre 1959, dans ses articles 4 et 5 n'est pas clair sur l'attribution des compétences ; on croit comprendre que le législateur a entendu rendre le Tribunal d'Instance compétent, quelle que soit la valeur de l'animal et ce, dans les mêmes conditions que pour les vices rédhibitoires et pour les maladies réputées légalement contagieuses, à charge d'appel si cette valeur dépasse 1.500 Fr.

LINON (20) : « L'article 5 dudit écrit, parle de demandes relatives aux vices rédhibitoires fondées sur les dispositions du Code Rural ou la convention des parties ».

Nous retombons alors dans un problème très voisin de celui invoqué pour les vices rédhibitoires ; l'expression « vice rédhibitoire » est-elle réservée à ceux énumérés à l'article 285 du Code Rural ?

Il semble à cet auteur que les litiges en garantie conventionnelle expresse ou tacite relèvent de l'article 1 du décret du 22 décembre 1958, et sont de la compétence du Tribunal d'Instance pour une valeur de moins de 3.000 Fr et de celle du Tribunal de Grande Instance pour une valeur supérieure.

Il est à noter cependant, que cette question de la compétence des tribunaux peut être établie, ainsi que les délais, par les parties elles-mêmes, qui peuvent, de plus, s'en rapporter à une décision arbitrale.

Si aucun délai n'a été prévu, l'article 1648 du Code Civil, dit que l'action doit être introduite dans le plus bref délai, l'estimation de ce dernier étant laissée à l'application du Juge.

B) La garantie conventionnelle tacite

On revient avec elle, à peu de chose près, aux problèmes de la garantie du vice caché.

La Cour de Cassation a statué de nombreuses fois (Cassation civile 18 juin 1941, D. 1941 324 ; cassation civile 8 décembre 1947) sur le recours de l'acheteur mettant en jeu la garantie conventionnelle tacite ou implicite qui déroge alors aux dispositions du Code Rural et fait cesser la restriction que celui-ci impose en matière de vice rédhibitoire. Il s'agit ainsi d'une convention tacite pour laquelle les parties prévoient une garantie non indiquée par la loi. L'obligation tacite de garantie peut résulter de la destination en vue de laquelle l'animal a été vendu par exemple ; en application de cette doctrine, un recours est ouvert à l'acheteur d'un animal atteint d'une maladie ou d'un vice caché le rendant impropre à l'usage auquel il est destiné. On applique alors les articles 1641 à 1649 du Code Civil. On rejoint ainsi la procédure et l'esprit du « vice caché » en tournant l'article 285 du Code Rural disant « l'action en garantie dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques », mais on se heurte cependant toujours aux problèmes se rattachant à cette question, problèmes exposés dans la partie précédente.

De tous les recours offerts à l'acheteur en matière de brucellose, celui qui nous semble le plus simple, le plus net, le plus pratique et le moins mauvais est sans nul doute celui offert par la garantie conventionnelle expresse, bien que la procédure mérite d'en être clarifiée et précisée ainsi que les délais pour intenter.

Dans les nombreux et bientôt quotidiens procès qui seront intentés, étant donné l'extension de cette maladie qui a en outre éveillé la méfiance et la prudence de l'acheteur, ce recours, dans l'état actuel de notre législation, semble devoir prévaloir nettement sur les autres.

Il y aura certes une éducation à faire et des usages à bouleverser, car on sait qu'il est de tradition de ne « faire aucun papier » lors des transactions et certains marchands penseraient déchoir s'ils signaient le moindre engagement écrit, la parole donnée étant élevée dans cette profession au rang d'écriture sainte.

Cependant, ce n'est là qu'une tradition que les réalités économiques ne mettront, à mon avis, qu'un faible nombre d'années à balayer et, ainsi que le Professeur Ph. COTTEREAU (21), je pense

que le commerce des bovidés doit entrer dans « le contexte des ventes en général ». L'acheteur d'une vache qui veut une garantie supplémentaire à celle déjà offerte par la loi, doit la demander et ceci par écrit.

Il en est de même pour la vente conditionnelle, procédé utilisable, mais se heurtant aux mêmes ancestraux obstacles.

CHAPITRE III

MODIFICATIONS ÉVENTUELLES DES DISPOSITIONS LÉGALES ACTUELLES EN MATIÈRE DE BRUCELLOSE. LEURS POSSIBILITÉS - LEURS CONSÉQUENCES

Nous avons exposé les possibilités actuelles de la justice en matière de brucellose.

Quelles pourraient être, dans un avenir plus ou moins proche, les nouvelles dispositions et les nouveaux recours offerts par des modifications de la loi ou des nouvelles lois à l'acheteur ?

Nous avons vu la complexité de la procédure à suivre dans les actions basées sur l'erreur, sur la qualité substantielle ou sur la garantie conventionnelle expresse ou tacite. Il est certain que beaucoup de ces difficultés disparaîtraient si l'on faisait de la brucellose une maladie réputée contagieuse ou un vice rédhibitoire, d'autant que dans ces deux cas l'annulation de la vente serait de droit, quelle que soit l'intention du vendeur.

Mais de nombreuses objections apparaissent aussitôt pour chacune des deux formules. Elles sont de deux ordres :

- pratique,
- juridique.

La brucellose maladie réputée contagieuse : BRION (22) s'y oppose parce que « la législation forme un tout et nous aurions non seulement les dispositions sanitaires mais également les dispositions commerciales et un procès en annulation de vente pour une maladie légalement contagieuse est extrêmement lourd.

Il est lourd pour deux raisons : la première c'est que nous sommes dans la compétence de droit commun ; la deuxième, c'est que l'expert va être dans l'obligation de déclarer si l'infection est antérieure à la vente.

Je me retourne vers le sérologiste et je leur demande quel est le délai dans lequel vous pourrez affirmer sur la constatation d'une réaction positive — qu'il s'agisse de déviation du complément ou d'agglutination — la contamination s'est produite antérieurement à la vente » ?

Cependant, il semblerait que les pouvoirs officiels tendent à faire de la brucellose, si ce n'est sous toutes ses formes au moins sous sa forme abortive, une maladie réputée contagieuse et, pour cela, nous nous devons d'examiner quels seraient, dans cette éventualité, les recours exacts offerts à l'acheteur, ce à quoi il s'engagerait et les modalités de la procédure inerrantes à une telle action, ainsi qu'un bref historique de la question.

Depuis très longtemps, des textes de loi ont été promulgués, interdisant la vente des animaux atteints de maladie contagieuse (arrêt du Conseil du Roi du 6 juillet 1784, art. 7) et lorsque furent promulgués le Code Civil, puis la loi sur les vices rédhibitoires du 20 mai 1838, de telles ventes furent regardées comme inexistantes en vertu de l'article 1598 du C. C., « que le vendeur ait connu ou qu'il ait ignoré la maladie dont son animal était atteint ». Cependant, la Cour de Cassation, dans deux arrêts du 17 juin 1847 et du 12 mai 1855, subordonne la nullité de la vente à la démonstration faite par l'acquéreur de la connaissance de la maladie pour le vendeur. Il faut un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 10 juillet 1892, pour préciser que les animaux atteints de maladies contagieuses sont hors de commerce et que l'acheteur peut demander la résiliation de la vente même si le vendeur est de bonne foi.

Cette interprétation est sanctionnée par la loi du 31 juillet 1895, qui ajoute au texte de l'art. 13 de la loi du 21 juillet 1881 « si la vente a eu lieu, elle est nulle de droit, que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence de la maladie dont son animal était atteint ou suspect ».

La loi de 1895 sépare les malades contagieuses dont la vente est nulle des vices rédhibitoires en remaniant la nomenclature des uns et des autres. Le Code Rural, dans son article 240, reprend tous ces textes, ce qui nous conduit à :

— l'exposition ou la vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses est interdite.

— le propriétaire ne peut s'en désaisir que dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique prévue à l'article 228. Ce règlement fixe pour chaque espèce d'animaux et de maladie le temps pendant lequel l'interdiction de la vente s'applique aux animaux qui ont été exposés à la contagion.

Si la vente a eu lieu, elle est nulle de droit, que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence de la maladie dont son animal était atteint ou suspect.

Cependant, aucune réclamation de la part de l'acheteur, pour raison de la dite nullité, ne sera recevable lorsqu'il se sera écoulé plus de 45 jours depuis le jour de la livraison s'il n'y a poursuite du Ministère Public. Il semblerait, à un premier examen, que pour la brucellose les dispositions prévues pour les maladies contagieuses soient applicables et qu'elles correspondraient même tout à fait à nos desiderata en nous offrant un droit de regard sur l'achat et la vente. Cependant, de très nombreux corollaires s'y rattachent, rendant ainsi ce moyen beaucoup moins utilisable ; de nombreuses notions seraient à définir ou à préciser, en particulier celle de suspicion de maladies contagieuses, celle de nullité.

La loi dit : « doivent être considérés comme suspects de maladie contagieuse les animaux présentant des symptômes ou des lésions qui ne peuvent être rattachés d'une façon certaine à une maladie non contagieuse. Lorsqu'une maladie contagieuse prend un caractère envahissant, tout état maladif non caractérisé doit être aussi une suspicion » (Décret du 60 et 1904 art. 2).

Les contaminés sont les animaux ayant cohabité avec des animaux atteints de maladie contagieuse ou qui ont subi le contact d'animaux, de personnes ou d'objets, qui auraient été eux-mêmes en contact avec des animaux atteints de maladies contagieuses.

Restent à préciser les caractères de la nullité de la vente.

On distingue la nullité absolue et la nullité relative. La nullité absolue, ou de plein droit, est celle qui frappe un acte réunissant les conditions essentielles à son existence mais atteint de certains vices déterminés. Elle déduit rétroactivement les effets déjà produits par l'acte. Elle peut être invoquée par toute personne intéressée, même par le Ministère public. Elle doit être prononcée par la justice.

La nullité relative, elle, ne peut être invoquée que par certaines personnes déterminées. Elle nécessite également l'intervention de la justice.

De quelle sorte de nullité doivent être frappées les ventes d'animaux atteints de maladie contagieuse ? Deux théories sont en présence. Les uns pensent que l'animal atteint d'une maladie contagieuse est vicié par une tare qui le met hors de commerce. Or, le fait d'être dans le commerce est l'une des quatre conditions de la validité de la vente. Si l'une d'elles vient à manquer, le contrat ne peut se former ; la vente est donc frappée de nullité absolue puisqu'inexistante. Pour les autres, la notion de nullité relative doit primer. Les arguments étayant leur point de vue sont les suivants :

a) si le vendeur est de bonne foi et que l'acheteur ne fasse pas valoir ses prétentions dans le bref délai qui lui est imparti, la vente devient définitive et inattaquable.

b) La loi dit « nulle de droit » et non « nulle de plein droit ».

c) L'intérêt public, argument invoqué par les partisans de la nullité absolue, disparaît quand l'animal vendu ne peut transmettre la maladie, soit qu'il aille à l'abattoir dans les conditions permises par le décret du 4 octobre 1904, soit qu'il ne subisse aucun déplacement du fait de la vente.

Donc, dans l'éventualité où les Pouvoirs Publics feraient de la brucellose une maladie légalement contagieuse, la question de la nullité serait encore à éclaircir, à simplifier et à préciser d'autant que, comme nous allons le voir, les démarches éventuelles que devrait effectuer l'acheteur d'une bête brucellique sont assez complexes.

L'acheteur qui s'aperçoit que l'animal qu'il vient d'acquérir est atteint ou suspect d'une maladie contagieuse commence à se mettre en règle avec la loi en faisant la déclaration au maire et en se soumettant à l'arrêté déclaratif d'infection et il cite son vendeur en nullité de la vente devant le Tribunal d'Instance compétent, tel qu'il est défini par le décret 5-8-1284 du 22 décembre 1958 ou, s'il s'agit d'un acte commercial, devant le Tribunal de Commerce. Pour avoir gain de cause, il doit :

- 1) agir dans les délais légaux ;
- 2) prononcer l'identité de l'animal avec celui qui a été vendu ;
- 3) établir l'existence de la maladie contagieuse ;
- 4) démontrer que la maladie est antérieure à la vente.

Quels sont les délais?

Tout d'abord, si le vendeur est de bonne foi et qu'il ignore l'existence de la maladie et que l'animal soit vivant : le délai est de 45 jours à partir de la livraison de l'animal. Si l'animal a été abattu, le délai est réduit à dix jours après l'abattage.

Mais lorsque le vendeur est de mauvaise foi, c'est alors le droit commun qui est applicable, le vendeur étant en contravention avec l'interdiction de vendre l'animal qu'il savait atteint de maladie contagieuse, le vendeur s'étant également soustrait aux obligations de la loi sanitaire.

La preuve de l'existence de la maladie doit être obligatoirement faite par un vétérinaire (Art. 340 du C. R.). Ce dernier agit soit comme expert judiciaire, soit comme vétérinaire sanitaire, soit comme inspecteur de l'abattoir où l'animal a été sacrifié.

La nomination du vétérinaire expert doit être demandée par l'acheteur suivant les règles du droit commun, soit dans un jugement du Tribunal compétent, soit plutôt en raison de l'urgence dans une ordonnance du Juge des référés. L'expert établit alors l'existence de la maladie contagieuse par tous les moyens en son pouvoir : examen clinique, autopsie, examen bactériologique, inoculation, réaction allergisante, etc...

Si la maladie est constatée par un vétérinaire sanitaire au cours de ses fonctions, le rapport que celui-ci doit envoyer au Préfet (art. 227 du C.R.) peut être utilisé comme preuve de la maladie.

Ce rapport a d'ailleurs la même valeur lorsque le vétérinaire sanitaire a agi sur réquisition du maire, et lorsqu'il a été appelé volontairement par son client.

Il faut de plus, faire obligatoirement la preuve de l'antériorité de la maladie à la vente.

Nous voyons l'extraordinaire complexité des problèmes s'offrant à l'expert, dans l'éventualité où la brucellose serait adjointe à la liste des maladies réputées contagieuses, complexité que retrouverait également l'acheteur engageant une action en cette matière et les tribunaux devant juger un tel procès.

La brucellose, vice rédhibitoire?

BRION toujours nous dit : « Avec cette deuxième solution, la difficulté disparaît pour l'expert ; elle va apparaître pour le rédacteur du texte légal, parce que pour les vices rédhibitoires, il y a un certain délai pour intenter l'action, et l'infection est présumée être antérieure à la vente lorsque la maladie est constatée dans ce délai. Là, l'expert n'a plus qu'une chose à dire : « l'animal est brucellique, la réaction est positive ». Mais c'est au rédacteur du texte réglementaire qu'il va appartenir de nous dire : « le délai est 10 jours, 15 jours, 30 jours ». Ce seront les sérologistes qui pourront, ici encore, donner leur avis. »

Examinons maintenant quelles seraient les dispositions légales à prendre pour faire de la brucellose une maladie réputée contagieuse ou pour faire d'elle un vice rédhibitoire.

Il serait facile de faire de la brucellose une maladie réputée contagieuse et ceci par voie de décret, étant donné que la loi dit qu'il est interdit de mettre en vente des animaux atteints de maladie contagieuse. Le texte de base est tout établi.

Il serait plus complexe d'introduire la brucellose dans les vices rédhibitoires, car il faudrait modifier une loi. Avec la nouvelle constitution, cependant, certaines modifications des lois peuvent être faites par voie de décret, c'est-à-dire sans vote du parlement.

Ne pourrait-on avoir recours à la voie législative ? Il s'agit d'une loi privative de propriété et, seul, le Conseil d'Etat pourrait dire si cela entre dans le cadre de l'article 237 de la Constitution.

Le seul fait de mettre la brucellose dans la liste des vices rédhibitoires ne suffirait pas ; il faudrait, si on interdit la vente, avoir un autre texte de loi pour l'interdire.

Il semble donc, à l'heure actuelle, que les seuls recours offerts à l'acheteur en matière de brucellose soient ceux ayant pour fondement l'erreur ou la garantie conventionnelle, bien qu'ils demandent une procédure complexe qui pourrait être simplifiée, semble-t-il.

L'inscription de la brucellose dans la liste des maladies réputées contagieuses, et surtout dans celle des vices rédhibitoires, est du domaine du possible dans un avenir plus ou moins proche ; l'une et l'autre formules ayant ses avantages, mais se heurtant à de grosses difficultés pratiques.

CHAPITRE IV

EXAMEN DE QUELQUES PLANS DE PROPHYLAXIE UTILISÉS A L'ÉTRANGER ET LEURS RÉSULTATS

Si, en France, la lutte contre la brucellose n'en est qu'à ses prémices, il semble que chez nos proches voisins elle soit engagée chez tous, et même presque menée à terme chez certains. Bien sûr, les considérations économiques sont peut-être différentes dans ces pays où le cheptel est loin d'atteindre les 20 millions de têtes, mais il est, je crois, quand même intéressant d'examiner les moyens mis en œuvre par eux, ne serait-ce qu'à titre d'exemple.

En Suisse, tout d'abord, on note un arrêté du Conseil Fédéral en date du 23 décembre 1953, un autre du 9 novembre 1956, qui ne furent qu'une étape vers l'Ordonnance du Département Fédéral de l'Economie Publique du 16 août 1961 sur laquelle est basée actuellement la prophylaxie de la brucellose. Nous allons examiner rapidement les modalités de cette lutte qui, si elle n'a pas encore donné l'éradication complète de la maladie, a cependant déjà porté ses fruits.

Dépistage des troupeaux infectés :

Article I : « Les détenteurs d'animaux sont tenus d'annoncer immédiatement au vétérinaire chargé des contrôles dans leur exploitation ou à l'Office désigné par le canton, tout avortement survenant chez les Bovidés, ainsi que les symptômes d'avortement observés après une durée de gestation de 3 mois au moins. »

Mesures à prendre à l'égard des animaux excréteurs de bacille de Bang :

Article 4 : « Les animaux qui excrètent du bacille de Bang par les voies génitales doivent être abattus aussitôt et au plus tard dans les deux jours qui suivent l'établissement du rapport d'examen et aussi près que possible de leur lieu de stationnement. »

Article 7 : « Les étables où des animaux excrètent du bacille de Bang par les voies génitales ont été décelés doivent être nettoyées, désinfectées. Aucun animal ne peut être transféré dans un autre troupeau ou introduit dans le troupeau, sauf dérogation accordée par le vétérinaire. Tout contact direct ou indirect avec des animaux d'autres exploitations est interdit. »

° Mesures de Lutte :

L'adhésion est facultative, mais les exploitations dans lesquelles sont décelés des animaux excréant du bacille de Bang doivent être inscrites aussitôt et obligatoirement.

Article 10 : « Dans toutes les exploitations soumises aux mesures de lutte, une prise de sang sera opérée sur tous les taureaux d'élevage aux fins d'examen sérologique ; simultanément, si le dernier examen de lait mélangé date de plus de 3 mois, un échantillon de lait sera prélevé sur chaque vache en lactation aux fins d'examen sérologiques et éventuellement bactériologiques. »

L'élimination des animaux brucelliques est régie par l'article 2.

Doivent être abattus :

- les animaux excréant du bacille de Bang. Délai : 2 jours ;
- les animaux pour lesquels le lactotest (Ring-Test) donne un résultat positif et dont le titre sanguin est 1/80 ou plus ; délai d'abattage : 30 jours.
- les animaux pour lesquels deux lactotests ou deux examens sérologiques du sang à intervalle d'au moins deux mois donnent des résultats positifs. Le délai d'abattage est de 30 jours.

De plus, l'**article 18** précise : « Ne peuvent être introduits dans une exploitation soumise aux mesures de lutte que des animaux venant d'exploitations libres de brucellose, accompagnés d'une garantie écrite selon laquelle ils sont exempts de la maladie et d'un certificat vétérinaire correspondant. Tout animal introduit dans une exploitation soumise aux mesures de lutte doit être déclaré le jour suivant au vétérinaire chargé des contrôles ou à l'office dé-

signé par le canton, de façon que les examens éventuellement nécessaires puissent être pratiqués avant l'échéance de la garantie. La vaccination préventive est interdite, sauf dérogation pour la vaccination B 19 accordée si celle-ci est pratiquée selon les directives de l'Office Vétérinaire Fédéral. »

Nous nous sommes étendus longuement sur les moyens de lutte employés par les Suisses, car ces moyens nous sembleraient logiques et je pense, bien qu'il s'agisse là d'un cheptel réduit par rapport au nôtre, que de bonnes choses peuvent être retenues dans le système de prophylaxie de nos voisins qui ont dû poser clairement le problème et dégager les idées maîtresses régissant en particulier les problèmes de l'achat et de la vente. Ce système, s'il n'est pas entièrement applicable chez nous (abattage systématique des animaux à séro-diagnostic de Wright et Ring-Test positifs), possède néanmoins le mérite d'amener habilement tous les exploitants à participer à une prophylaxie facultative.

En Autriche, la lutte contre la brucellose a été engagée en 1957. Au départ, il y avait 17 % d'infectés.

Seule la prophylaxie sanitaire a eu droit de citer : les animaux contaminés doivent être abattus dans les trois mois ; aucune vaccination n'est admise. Une étable n'est reconnue officiellement indemne que lorsqu'elle a subi deux à trois contrôles successifs négatifs.

En 7 ans, la maladie a été éliminée.

Au Danemark, (cheptel de 3 millions et demi de têtes) il y avait 25 % d'infectés au début.

L'adhésion était volontaire et les laiteries de ramassage pouvaient insérer ou pas leurs clients. La prophylaxie sanitaire fut seule employée avec indemnisation de l'état et des laiteries.

Si les quatre Ring-Tests pratiqués dans l'année sont négatifs, un séro-diagnostic est pratiqué 3 à 6 mois après le dernier Ring-Test. S'il est négatif, le troupeau est inscrit comme étant sain.

La loi rend l'adhésion obligatoire de nos jours sous peine d'interdiction de la vente du lait.

La vaccination est supprimée et, depuis 1959, aucune autorisation de vaccination antibrucellique n'a été accordée. Depuis 1959 également, la brucellose a été instaurée maladie légalement contagieuse.

« Environ 200.000 bêtes ont été abattues et l'**abortus enzooticus** Bang n'est plus qu'un mauvais souvenir dans la patrie de Bang » (E. REHBEN, 23).

La législation sanitaire italienne englobe l'avortement épizootique des Bovidés dans la liste des maladies contagieuses (règlement du 10 mai 1914). Les animaux qui en sont atteints sont mis hors du commerce et s'ils font l'objet d'un contrat, celui-ci est nul par « manque d'objet ». (Cour d'Appel de Turin, 22 janvier 1954 - Il progresso veterinario, 15 luglio 1954, p. 504) (24).

CHAPITRE V

POINT DE VUE DE L'ADMINISTRATION : PLAN FRANÇAIS A L'ÉTUDE ACTUELLEMENT

Deux plans très nets et très tranchés s'offrent aux Pouvoirs Publics, plans qui, dans leur nudité, satisfont peut-être par eux-mêmes aux désirs de l'esprit mais sûrement pas aux exigences d'un côté du Marché Commun et de l'autre aux nécessités financières.

Le premier consiste à tout prémunir, adultes et génisses, avec le vaccin B 19, solution pratique, efficace dans 60 à 70 % des cas prouvent les statistiques, mais dangereuse car donnant une immunité relative pouvant céder aux réinfections ou aux infections importantes.

De plus, c'est là une solution dangereuse car, sous le couvert d'une vaccination anarchique, les animaux deviennent porteurs sains et, par là, dangereux pour ceux non encore vaccinés.

La deuxième solution est, étant donné l'extension énorme de la brucellose en France, une solution proprement impossible. Notre économie ne saurait supporter l'abattage des 6 à 7 millions d'animaux que l'on estime porteurs d'agglutinines.

Le plan français, étant donné ces deux entités (25), envisage de procéder par étape :

1°) Situer la brucellose-maladie et empêcher son extension en rendant obligatoire la déclaration des avortements, l'abattage des vaches avortées et la mise en surveillance des exploitations infectées.

2°) Rendre au diagnostic sérologique la possibilité de signer verbalement l'infection en supprimant les interférences vaccinales sur les animaux adultes.

Pour ce faire, le B 19 ne sera autorisé sur tous les animaux que dans les exploitations où sévit l'avortement brucellique. Dans les exploitations menacées ou suspectes, il sera utilisé sur les génisses impubères de 5 à 7 mois.

3°) Aider techniquement et financièrement les éleveurs dans le cadre d'une prophylaxie facultative et collective qui devra tout d'abord recevoir les élevages indemnes, assurer ensuite leur protection par un contrôle systématique de tout animal de prêt ou d'achat.

Dans les exploitations où sévit la brucellose, les femelles ayant avorté seront abattues. Toute parturiente sera isolée et tout l'effectif sera prémuni au B 19. La forme abortive de la brucellose pourrait être un jour ajoutée à la liste des maladies réputées contagieuses.

Dans les exploitations où la brucellose est suspectée du fait de réactions sérologiques positives mais où il n'y a pas eu d'avortement, on se contentera d'isoler les parturiantes et de vacciner les impubères entre 5 et 7 mois au B 19.

La réforme qui atteint chaque année le cinquième du cheptel adulte, le remplacement des animaux infectés ou suspects par des animaux vaccinés non porteurs d'agglutinines devraient permettre, dans un délai de 10 ans, de n'avoir plus recours qu'à une prophylaxie sanitaire basée sur le dépistage des animaux possédant des agglutinines.

CONCLUSIONS

Que penser de ce plan ?

Il semble empreint d'une certaine sagesse dans la mesure où il tient compte des réalités financières, dont l'importance ne doit en aucun cas être perdue de vue, étant donné le nombre de 20 millions de bovins que nous avons en France, nombre sur lequel on doit compter 6 millions d'infectés. Bien sûr, c'est là un plan à long terme et une course de vitesse est engagée avec la maladie qui, chaque jour, se crée de nouveaux foyers ; mais en jugulant son extension à la source même, c'est-à-dire à l'achat, il doit, je pense — et seul l'avenir le prouvera —, porter ses fruits.

Pour le Directeur
de l'Ecole Vétérinaire de Lyon,
Le Professeur délégué,
A. TAPERNOUX.

Le Doyen,
Pour le Doyen,
l'Assesseur,
M. LEVRAT.

Le Professeur
de l'Ecole Vétérinaire de Lyon,
COTTEREAU.

Le Président de la Thèse.
ROCHE.

Vu et Permis d'imprimer.

LYON, le 10 Juin 1965

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,
P. LOUIS

BIBLIOGRAPHIE

1. BERTHELON (M.). — Les brucelloses animales. Imprimerie Salingandes, Villefranche-de-Rouergue, 1947.
2. SENTHILLE. — Compte-rendu sur la prophylaxie de la brucellose à la réunion du bureau. « Praticiens », le 10 mars 1962. Bulletin du Syndicat National des Vétérinaires Français, juin 1962, **4**, 322.
3. SENTHILLE. — La brucellose bovine : épidémiologie ; état actuel en France ; programme de lutte. Encyclopédie Vét. périodique, 1962, **19**, 365.
4. JACOTOT. — Colloque annuel de la Société française de Microbiologie : « Les vaccinations contre la brucellose ». Introduction Ann. Inst. Pasteur 1962, **102**, 771.
5. BERTRAND (M.). — Cours magistral 1962-1963. Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon.
6. HERTER (R.). — Infection à *Brucella abortus* chez le vétérinaire. Tierärztl. Wschr., 1956, **11**, 214.
7. DUBOIS (Ch.) et SOLLIER (N.). — Dépistage des foyers ignorés de brucellose animale par la pratique du séro-diagnostic de Wright. Rev. d'Hygiène et de Médecine Préventive, 1931, **53**, 424.
8. MELNOTTE (P.), SENAULT (R.), MASSON (R.) et FOLIQUET (J.M.). — Endémie brucellique d'un secteur rural mosellan. La Presse Médicale, 1960, **68**, n° 53, 2050.
9. HUDDLESSON, JOHNSON et HAMMANN. — Etude sur l'infection brucellique du Porc et sur celle de l'homme d'abattoir. (Journal of the american Medical Association, juillet 1933), in Rev. Méd. Vét., 1934, **110**, 109.
10. PILET (Ch.) et BOURDON (J.L.). — Sur la transmission de la brucellose animale à l'homme. Cahiers de Médecine Vétérinaire, janv.-fév. 1965, vol. XXXIV, n° 1, p. 4.
11. PILZ (W. von). — « Pecundin », ein Prophylaktikum gegen die *Brucella abortus*-Infektion des Rindes. Veterinär Medizinisch Nachrichten, Heft 2.

12. ROUX (J.). — Revue d'Hygiène et Médecine Sociale, 1961, **9**, 6507.
 13. BIZOUANS (M.). — La prophylaxie de la brucellose bovine. Thèse Doct. Vét. Lyon 1960, 22.
 14. BERTHELON. — Importance économique de la maladie ; Brucellose et stérilité. Encyclopédie Vétérinaire Périodique, 1962, **19**, 379.
 15. BRION. — Précis de Jurisprudence Vétérinaire. Edit. Vigot Frères, Paris, 1943, p. 81.
 16. FLORIO (R.). — Cours magistral Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon, année 1963-1964.
 17. LINON (G.). — La brucellose bovine considérée comme vice caché. Rev. Méd. Vét., 1959, **22**, p. 161.
 18. BRION. — Précis de jurisprudence vétérinaire. Edit. Vigot Frères, Paris 1943, p. 123.
 19. DARRASPEN et LINON. — De la brucellose vice caché au sens des articles 1641 à 1649 inclus du Code Civil. Rev. Méd. Vét. 1964, **115**, 193.
 20. LINON (G.). — De la brucellose bovine considérée comme vice caché. Rev. Méd. Vét., Fév. 1959, T. XXII, **110**, 161.
 21. COTTEREAU (Ph.). — Plan de prophylaxie médico-sanitaire de la brucellose bovine. Bull. du Syndicat National des Vétérinaires Français, Décembre 1963, n° 8, 697.
 22. BRION. — Aspect juridique de commercialisation des bovins brucelliques. Rec.Méd. Vét. Alfort, n° 11. Colloque sur la Brucellose, 5-6-7 juin 1964, p. 1.049.
 23. REHBEN (E.). — Essais et problèmes de l'agriculture danoise. Edition Genin, Paris, p. 137.
 24. LINON (G.). — La brucellose bovine considérée comme vice caché. Rev. Méd. Vét., T. XXII, fév. 1959, T. CX, 161.
 25. CORTEZ. - Point de vue de l'administration sur l'organisation de la prophylaxie de la Brucellose bovine. Rev. Méd. Vét. Alfort, novembre 1964, n° 11. Compte rendu des Journées Vétérinaires d'Alfort, 5-6-7 juin 1964. Colloque sur la Brucellose, p. 1110.
-

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — Définition de la brucellose. - Exposé du problème et de son importance	15
CHAPITRE II. — Actions ouvertes à l'acheteur dans les conditions actuelles, leurs chances de succès	21
Examen de quelques affaires ayant fait ou tendant à faire jurisprudence en cette matière	21
CHAPITRE III. — Modifications éventuelles des dispositions légales actuelles en matière de brucellose. Leurs possibilités - Leurs conséquences	35
CHAPITRE IV. — Examen de quelques plans de prophylaxie utilisés à l'étranger et leurs résultats	41
CHAPITRE V. — Point de vue de l'administration : plan français à l'étude actuellement	45
CONCLUSIONS	47
BIBLIOGRAPHIE	49
